

1. Opinions

Brève histoire de l'année 2014



Yves de Kerdel

Les millésimes se terminant en 14 ont rarement laissé de bons souvenirs dans notre histoire. Nous allons commémorer cette année le centenaire de l'éclatement de la Première Guerre mondiale. En 1814, la France a subi une humiliante capitulation et la première abdication de Napoléon 1er. En 1714, les Ottomans ont déclaré la guerre à la puissante République de Venise, entamant ainsi le déclin de cette puissance commerciale. Un siècle plus tôt, la France connut de piteux États généraux qui se conclurent sur un constat d'échec. 1514 fut aussi une mauvaise année pour la France qui dut renoncer à toutes ses conquêtes au profit d'Henri VIII d'Angleterre. Et l'on pourrait remonter ainsi jusqu'en 814, date de la mort de Charlemagne, en passant par 1314 et la fin des Templiers.

Cela ne signifie pas qu'il faille s'attendre à un cataclysme en cette nouvelle année. Mais il est intéressant de voir que toutes ces années souvent déterminantes pour le siècle en cours ont toutes été marquées soit par une diminution de la puissance européenne, soit par un amoindrissement de l'exécutif français. Or 2014 ne se présente pas sous les meilleurs auspices pour notre pays. La parole présidentielle est totalement démonétisée après l'échec du pari consistant à inverser la courbe du chômage. Les marges de manœuvre du gouvernement sont réduites à néant comme l'a montré l'enterrement, sans fleurs ni couronnes, de la grande réforme fiscale voulue par Jean-Marc Ayrault. Surtout les revendications catégorielles, voire régionales, n'ont jamais été aussi importantes dans le pays.

Voilà pour la situation politique intérieure. Mais l'enfer se cache toujours dans les détails. Or il y a un point qui pourrait bien faire de cette année 2014 une année très particulière pour la France. Il se trouve qu'en raison d'un État toujours aussi dispendieux, d'une croissance trop faible et de recettes fiscales inférieures aux prévisions, la France va devoir emprunter cette année sur les marchés internationaux pas moins de 173 milliards d'euros. A priori, cela pourrait paraître un non-événement.

Mais la situation actuelle n'est pas figée. La dégradation de la note de la France par Standard & Poor's, il y a quelques semaines, a montré que le regard des étrangers sur l'évolution de notre pays pouvait se montrer de plus en plus critique. Il y a quelques jours, c'est le *Financial Times* qui a, à son tour, tiré à boulets rouges sur la France expliquant que faute de mener les réformes nécessaires, c'est l'Hexagone qui allait tirer à la baisse l'ensemble de la zone euro en 2014, et non l'Italie ou l'Espagne. Par ailleurs, rien ne dit que les taux d'intérêt si bas dont la France a profité au cours des derniers mois vont se maintenir à ce niveau. Le fait que les États-Unis commencent à resserrer leur politique monétaire ne sera pas sans effet sur l'ensemble d'une planète où tout le monde s'est habitué à vivre à crédit, ou en faisant marcher la planche à billets.

Dans son magistral *Bilan de l'Histoire*, l'historien René Grousset a démontré que la plupart des empires qui ont marqué l'aventure humaine ont disparu, non pas à cause de la folie de leurs chefs, mais parce qu'ils étaient tout simplement au bord de la faillite. Ou bien parce qu'ils ne trouvaient plus les ressources financières nécessaires à leurs perpétuelles conquêtes. C'est vrai de l'Empire romain qui s'est effondré, de manière misérable, faute de n'avoir plus de territoire à piller, faute aussi de n'avoir pas su installer de système budgétaire rigoureux. C'est vrai de l'Empire byzantin qui lui a succédé, et qui s'est écroulé de la même manière, par une incapacité totale à gérer ses propres dépenses. C'est même vrai du Saint-Empire romain germanique, qui a pourtant traversé des siècles, mais qui à partir du traité de Westphalie, a dû

